

Déclaration SE-Unsa au CDEN du 4 juin 2018

Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Nous n'avons aucune illusion sur l'utilité et la portée de notre déclaration mais étant les portes paroles des personnels que nous représentons, nous portons leurs paroles.

Commençons par parler chiffres.

La Haute-Garonne a eu une dotation supplémentaire de **130 postes**.
Dotation non négligeable mais qui doit mettre en œuvre l'idée Macronienne de CP-CE1 à 12 pour les élèves de 28 écoles du département :
29 postes en juin 2017 plus 48 en février moins 10 dans les documents de cette instance, en tout **67 postes pour la mise en œuvre**.
Pour mémoire, il y a aussi 800 autres écoles dans le département.

Nous ajoutons que **19 postes** qui ont été créés l'année dernière pour limiter la surcharge des classes **ont été récupérés** sur la dotation de 2018.
En effet, ils étaient « en plus » de la dotation départementale.

En résumé, 130 postes affichés, 44 en réalité.

44 postes attribués pour l'accueil de 1500 élèves supplémentaires prévus.
Actuellement, **les prévisions sont de 2 000 élèves supplémentaires**,
chacun peut calculer l'amélioration attendue...

Pour résumer : nous savons déjà que nous n'aurons pas moins d'élèves par classe.
Et donc pas plus de temps pour chacun d'entre eux.

Nous le répétons (même si cela reste sans effets) : **nous continuons à ne pas accepter que nos élèves en Haute-Garonne soient plus mal traités que dans la plupart des autres départements.**

Ils sont plus nombreux dans les classes,
ils subissent plus le manque de remplaçants,
l'absence de réseaux d'aides,
le manque d'AVS,
le manque de places en établissements spécialisés...
La liste est longue.

L'administration nous répond régulièrement que les élèves réussissent mieux que la moyenne nationale.

Faut-il attendre des résultats moins bons pour espérer des moyens
au moins à la hauteur des autres départements ?

Voilà pour les chiffres.

Au-delà des statistiques, nous voudrions rapporter ici les témoignages de nos collègues :

Nous subissons la violence de quelques familles et de quelques enfants.

Si elle n'est pas nouvelle, **cette violence s'ajoute à la surcharge quotidienne qui caractérise notre département.** Et elle est de plus en plus dure à supporter.

Cette violence se double maintenant d'une absence de perspectives.

- **Pour les « usagers »** du service public d'éducation ; ils voient bien que leur situation sociale ne va pas s'améliorer ; sauf, peut-être, pour ceux qui ne paieront plus l'ISF.

- **Absence de perspectives aussi, pour les « personnels » du service public d'éducation.**

Si nous entendons notre ministre répéter ses leçons de chose chaque semaine (nous vous épargnons la liste qui s'allonge chaque jour) nous ne voyons toujours rien venir pour nous aider, au contraire.

En Haute-Garonne, lors de situations de « crise », en cas de d'urgence sur une école ; il est prévu « un protocole d'intervention d'urgence ».

Enfin, l'administration nous rappelle régulièrement, depuis plusieurs années, qu'il est prévu de le prévoir bientôt.

Nous nous permettons - encore une fois - de vous rappeler que nous attendons. Et nous allons rappeler aux collègues, aux familles et aux élèves qu'un protocole est prévu, qu'il faut attendre avant de déclencher une situation de crise.

Tout de même, nous rappelons à notre employeur qu'il doit protéger ses salariés, les accompagner,

Et nous pensons même qu'il devrait avoir des actions préventives pour organiser un service public d'éducation qui évitent ces violences.

Mais vous allez nous trouver excessifs dans nos revendications.

Ainsi,

pour les écoles qui dépassent 30 élèves par classe,

pour les écoles « en tension » (belle expression d'une mairie pour ne pas dire qu'il manque des locaux) à Toulouse, au nord et au sud et ailleurs...,

pour les enfants qui ne sont pas accueillis dans les établissements spécialisés déjà surchargés,

Pour le manque de remplaçants...

Et le reste

Montrez-nous que notre déclaration est entendue.